



## Pré-rentrée 2023 : Face aux hypocrisies, soyons à l'offensive !

Nous sommes partis en vacances avec un ministre de l'Éducation Nationale ... nous en trouvons finalement deux à la rentrée 2023, avec un ministre principal en la personne du Président de la République qui dit vouloir sortir des hypocrisies françaises et un deuxième qui ne semble servir qu'à relayer les ordres du premier.

Mais de quelles hypocrisies parle Emmanuel Macron ? Évoquons les siennes, mesurons l'écart entre la communication et la réalité que nous vivons toutes et tous.

[SALAIRES]

Salaires : s'agit-il de la « revalorisation historique » promise l'an dernier ?

Alors qu'il avait promis une augmentation de 10 % pour toutes et tous sans contrepartie, les mesures dites « socle » ne représentent qu'une augmentation de 5,5 % en moyenne, et près de 70 % des collègues vont perdre en pouvoir d'achat ! Les stagiaires seront toujours sous les 2000 €, (à 1840€) ... pour un temps plein. Et les primes annoncées ne sont pas une réelle revalorisation... Désocialisées elles ne compteront pas pour nos pensions.... Et puis, avec la prime d'attractivité, nos carrières sont maintenant lissées et il faudra 17 ans pour passer d'un salaire de 2100 € à un salaire de 2500€.

Pour les AESH, la grille n'est revue que parce qu'elle est grignotée par la hausse du minimum fonction publique.

Rien ou quasiment rien pour les AED. L'augmentation de 1,5% de la valeur du point d'indice entérine le décrochage des salaires sur les prix.

C'est l'action syndicale au quotidien, du Snes et de la FSU en particulier, la mobilisation pendant le mouvement contre la réforme des retraites qui ont contraint le gouvernement à décider de mesures sans contreparties effectives dès cette rentrée : le doublement de l'ISOE et l'augmentation des indemnités de fonctions (CPE, Prof doc), les mesures de carrières sur la hors classe et la classe exceptionnelle notamment. Au final, le compte n'y est pas et les personnels de l'éducation en France restent parmi les plus mal payés d'Europe. Ce n'est pas ainsi que nos professions redeviendront attractives !

Pour le SNES-FSU, c'est une hausse de 70 points d'indice pour tous dès maintenant qui permettrait réellement de compenser nos pertes de pouvoir d'achat accumulées.

## [PACTE]

Le Pacte ou l'hypocrisie du travailler plus !

Concernant le Pacte et le RCD, les textes publiés cet été (!) et les consignes données par le Ministère en début de semaine confirment toutes nos analyses : le RCD est prioritaire sur toutes les autres missions, et le ministère vient d'ailleurs de mettre en place un outil numérique qui permettra de suivre, de façon hebdomadaire, la mise en œuvre du RCD dans chaque établissement. C'est bien une forme d'astreinte qui se met en place ... et qui ne remporte pas le succès annoncé par P. Ndiaye : nous voyons bien que le gouvernement voudrait nous faire porter la responsabilité d'assumer des tâches sur lesquelles il est lui-même défaillant : faute d'avoir suffisamment d'enseignants et de remplaçants, il demande donc cyniquement aux personnels déjà en poste d'assurer cette mission.

## [LYCEES / BAC]

Là encore quelle hypocrisie à présenter les modifications sur le Bac Blanquer comme une avancée "pragmatique"... N'oublions pas que le Président Macron a été celui qui a soutenu la mise en place du Bac Blanquer contre la majorité de la profession, a été celui qui a qualifié de "preneurs d'otages" les personnels qui en 2018 ont fait grève le jour de l'épreuve de Philo pour défendre le bac en épreuve terminale, n'oublions pas que ce président Macron a été celui qui a imposé le maintien des épreuves au mois de mars dernier, pour aujourd'hui annoncer avant son ministre dimanche dernier qu'on supprimerait au final ces épreuves du mois de mars prochain...

Mais ne boudons pas notre plaisir, c'est une vraie victoire pour le Snes-FSU et si nous sommes satisfaits de voir des pans entiers du Bac Blanquer remis en cause (épreuves en mars, grand oral modifié, nombre de textes en français diminué...), si nous sommes satisfaits d'avoir été enfin entendus, nous, qui dès 2018 avons dénoncé ce nouveau bac, cela nous pousse à continuer le combat contre le contrôle continu, contre Parcoursup et la sélection à l'entrée dans le supérieur et pour le retour de vraies épreuves terminales nationales et anonymes, pour la baisse des effectifs, pour des grilles horaires nationales prévoyant des dédoublements par discipline et par niveau.

## [COLLEGE]

En collège, il suffirait de réduire la durée des vacances pour lutter contre la difficulté scolaire ... Dans la réalité, tout est fait pour aggraver les inégalités et mettre en place un collège public à deux vitesses : suppressions pure et simple de la technologie en 6e pour mettre en place du "soutien" pour les uns, de l'approfondissement pour les autres, "découverte des métiers" dès la 5e.

Alors que nous avons besoin de travail en équipe, de confiance dans notre expertise, notre action pédagogique et notre liberté sont entravées par la multiplication des dispositifs et des intervenants, des évaluations et des certifications en tous genres ... L'enseignement privé sous contrat, ni laïc, ni gratuit, et largement responsable de la ségrégation scolaire dans notre académie, est même posé en modèle.

## [RETRAITES]

L'hypocrisie continue sur les retraites...si l'addition est déjà bien salée, le sucré n'est pas là... et comme nous le dénonçons dès les premières annonces, la « généralisation de la retraite progressive » pourtant promise n'aura pas lieu : les conditions pour en bénéficier excluront la plupart des

collègues ... et celles et ceux qui étaient concernées au 1er septembre ne peuvent pas en bénéficier puisqu'aucun texte n'est à ce jour publié !

[Conditions de travail et d'apprentissage, exemple locaux]

Enfin affirmer qu'on a pour boussole "la lutte contre les inégalités" est très hypocrite de la part de celui qui a supprimé 8 381 emplois d'enseignant-es dans le second degré depuis 2017, alourdissant ainsi les effectifs dans les classes.

1841 postes non pourvus aux concours, des nouvelles sessions de recrutement en catastrophe par job dating ou petites annonces via Pôle Emploi... C'est un nouvel épisode de la rentrée du bricolage qui se dessine, dans lequel tout le monde est perdant : mépris pour nos collègues contractuel·les lancé-es dans le grand bain sans formation, mépris pour les élèves et leurs familles à qui on fait croire qu'il est possible de recruter ainsi des professeur-es, CPE, Psy-ÉN !

Partout les problèmes locaux restent bien présents : manque de collègues dès la rentrée dans plusieurs disciplines, effectifs chargés, réduction de groupes et d'horaires, manque d'AESH et gestion de la pénurie (réduction de quotité, déplacement tardifs, CDI pendant les vacances...) black out de la communication de l'administration pendant les vacances générant beaucoup de stress chez des contractuels sans affectation ou des collègues sans réponse suite à leur recours...

Quelle hypocrisie de laisser entendre que les émeutes urbaines pourraient être résolues par une refonte des programmes d'histoire géo ou de l'EMC alors que les conditions de travail se dégradent et que les heures d'enseignement disciplinaire n'ont cessé d'être réduites.

Quelle hypocrisie enfin de prétendre que les problèmes de la jeunesse de notre pays pourraient être résolus parce qu'on lui apprendra à marcher au pas en uniforme ou à lever le drapeau : nous restons fondamentalement opposés au Service national universel obligatoire qui flatte tous les courants les plus réactionnaires et conservateurs de notre pays, alors que la solution passe d'abord par plus de temps et de moyens pour favoriser une éducation épanouissante qui ne laisse personne de coté.

Reste une hypocrisie qui n'en est pas une : À travers la réforme du collège, la réforme de la voie professionnelle, le Pacte, les mesures favorisant l'enseignement privé (qui s'ajoutent à la réforme du bac, du lycée et Parcoursup), le projet éducatif d'Emmanuel Macron est bien celui du démantèlement du service public, le modèle libéral d'une École du tri social et de la concurrence entre les personnels.

Face à ce projet délétère, mettons en avant la réalité de nos salaires, de nos métiers, de nos conditions de travail et de la rentrée. Une réalité qui n'est en rien une hypocrisie !

Rendez-vous dans l'action avec le SNES-FSU !